

Théorêt, Hugues, *La presse canadienne-française et l'extrême droite européenne 1918-1945* (Québec, Septentrion, 2018), 334 p.

Xavier Gélinas

Volume 73, numéro 3, hiver 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1070123ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1070123ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gélinas, X. (2020). Compte rendu de [Théorêt, Hugues, *La presse canadienne-française et l'extrême droite européenne 1918-1945* (Québec, Septentrion, 2018), 334 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 73(3), 115–118. <https://doi.org/10.7202/1070123ar>

Brunswick sent qu'il doit agir et adopte, en juillet 1981, la loi 88 qui définit la dualité linguistique et qui sera insérée par la suite dans la Charte canadienne des droits et libertés (1993). En 1982, le rapport Poirier-Bastarache avait défini certaines modalités de la dualité linguistique que l'on retrouve aujourd'hui en action, tant dans la dualité en éducation, en santé que dans certains aspects culturels. À la suite de l'effervescence des années 1970, l'identité acadienne, bien que moins politique, s'est affirmée, le milieu culturel a eu un nouveau printemps. Poplyansky connaît ces faits. Mais, pour lui, la loi 88 donne le coup de grâce au Parti acadien. Plus globalement, dit-il, « il semblerait effectivement que la majorité anglophone a pu facilement désamorcer le PA en offrant aux francophones de la province le contrôle d'institutions "infra-étatiques" » (p. 149-150).

L'Acadie n'a pas réalisé son utopie politique des années 1970, mais la décennie l'a transformée. Ainsi va l'histoire.

Il reste néanmoins que Michael Poplyansky signe ici une fine analyse qui dépasse l'histoire du Parti acadien pour nous conduire à une meilleure compréhension de la problématique « tradition/modernité » au sein des mouvements politico-culturels contemporains.

JOSEPH YVON THÉRIAULT
Sociologue/UQAM

Théorêt, Hugues, *La presse canadienne-française et l'extrême droite européenne 1918-1945* (Québec, Septentrion, 2018), 334 p.

À priori, le sujet du livre récent d'Hugues Théorêt, *La presse canadienne-française et l'extrême droite européenne (1918-1945)* semble avoir été amplement couvert. Combien d'études n'ont-elles pas déjà été consacrées aux liens putatifs entre Lionel Groulx et *L'Action française* devenue *nationale* (de Montréal) et Charles Maurras et *L'Action française* (de Paris)? N'a-t-on pas examiné sous toutes ses coutures l'antisémitisme du *Devoir* des années 1930? D'autres aspects sont connus grâce, entre autres, aux bons travaux de Caroline Désy sur la Guerre civile espagnole ou d'Éric Amyot sur un Québec tiraillé entre Vichy et la France Libre. Mais l'étude de Théorêt émerge du lot. Elle embrasse le quart de siècle allant de l'Armistice de 1918 à la reddition des Nazis, couvre l'ensemble des régimes d'extrême droite (Italie, Portugal, Allemagne, Espagne, France pétainiste), et

surtout – on a envie de dire : enfin ! – elle ne se contente pas de scruter le seul *Devoir*. On propose ici un panorama de la presse canadienne-française allant de *Clarté* (communiste) aux journaux fascistes d'Adrien Arcand, en passant bien sûr par *Le Devoir*, *L'Action catholique* et *Le Droit*, mais aussi par les organes libéraux et grand public que sont *Le Soleil* et *La Presse*, d'autres journaux libéraux mais plus intellectuels comme *Le Canada* et *Le Jour*, sans oublier quelques revues comme *La Relève* et *Vivre*.

Ce caractère synthétique est le plus grand mérite de l'ouvrage. Il permet une perspective plus juste, moins braquée sur tel ou tel thème. Moins téléologique aussi : Théorêt ne cherche ni à faire le procès du cléricalo-nationalisme ni à louer la prescience antifasciste des journaux libéraux, pas plus qu'à réhabiliter ou à débusquer des mythes chez les uns ou les autres. Il se contente simplement, mais pleinement, de suivre et de respecter la chronologie – le Mussolini de 1922 n'est pas celui de 1938, le Pétain de l'été 1940 n'est pas celui de la fin de la guerre – et de donner la parole à une panoplie d'éditorialistes et de chroniqueurs. Il recourt assez peu à l'historiographie préexistante. Certes, les travaux sur l'extrême droite et sur la presse du temps lui sont connus et il s'y réfère à l'occasion, mais le but manifeste de l'auteur n'est pas tant de se positionner au sein d'une école de pensée que de laisser parler les textes, sans déterminisme, dans une approche descriptive et empirique.

De cette fresque de plus de vingt-cinq ans, couvrant plusieurs pays d'Europe et une infinité d'événements et de crises, qu'apprend-on ? En quelques mots : que des sympathies se sont souvent manifestées pour les dictatures de droite, à des degrés variables selon les journaux et selon les régimes, sympathies reposant sur l'anticommunisme et les professions de foi corporatistes de ces régimes, mais que rares furent les cas d'appui franc. Plus qu'une adhésion doctrinale ou viscérale au libéralisme ou à la démocratie, c'est le catholicisme professé par la quasi-totalité des organes de presse (sauf *Clarté*) qui constitue la première grille d'analyse des Canadiens français et explique que presque personne n'appuie inconditionnellement l'un ou l'autre de ces régimes.

Ainsi, le Mussolini du début des années 1920 suscite un appui d'ensemble, appui qui se dérobe cependant chaque fois que le gouvernement fasciste entend enrégimenter les diverses organisations catholiques. Les protestations du Vatican sont appuyées par l'ensemble des médias. Certes, les accords du Latran, en 1929, recueillent l'enthousiasme : enfin, la question romaine est réglée, le pape n'est plus prisonnier à Rome.

La concrétisation de la statolâtrie mussolinienne inquiète la presse dès le début des années 1930, et l'encyclique *Non abbiamo bisogno* («Nous n'avons pas besoin», 1931) la place encore une fois dans le camp anti-Mussolini. Le capital de sympathie ne se dissipe pas pour autant. Tout en réprouvant maintes méthodes, décisions et approches du Duce, on continue souvent à voir en lui un «chef» anticommuniste ayant revivifié l'instinct national des Italiens. Cela bascule fortement après l'invasion de l'Éthiopie en 1935, le raffermissement de l'axe Berlin-Rome, et plus encore après l'invasion traîtresse de la France.

Les deux dictateurs que sont Salazar et Franco recueillent une sympathie générale. Le Portugais suscite peu d'intérêt, mais on apprécie ce dirigeant censément apolitique, son corporatisme à visage humain, sa foi catholique et son non-interventionnisme dans les affaires internationales. Pour l'Espagnol, l'appui vient de la révolulsion éprouvée par presque toute la presse pour les exactions anticatholiques perpétrées – ou non réprimées – par le régime républicain et surtout le *Frente Popular* depuis février 1936. L'anticommunisme de Franco, son catholicisme indubitable plaisent à l'Église et à la presse d'ici, même au *Soleil* et à *La Presse*, mais non au *Canada* qui ne peut avaliser une dictature, pas plus qu'au *Journal* ni à *Clarté*. Franco conservera la bienveillance de la majorité de l'opinion journalistique après 1939 à cause de sa neutralité pendant la Seconde Guerre.

Avant l'antisémitisme, chronologiquement parlant, c'est l'anticatholicisme du régime hitlérien qui révoluse la quasi-totalité de la presse à l'exception, les premières années, des organes d'Adrien Arcand qui tentent de le gommer. L'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss, en 1934, dissipe toute équivoque possible. Le rétablissement illégal du service militaire obligatoire, en 1935, confirme que les vellétés pacifiques du chancelier ne sont qu'un leurre. L'encyclique *Mit brennender Sorge* («Avec une brûlante inquiétude») de Pie XI enfonce le clou en 1937.

L'avènement de l'«État français» du maréchal Pétain, dans la foulée de la défaite de juin 1940, suscite un bon accueil, même auprès de titres comme *Le Soleil*. On voit en Pétain un homme d'honneur qui servira de bouclier pour les Français et restaurera des bonnes valeurs négligées par la III^e République. On n'en condamne pas pour autant de Gaulle qu'on voit comme représentant de l'honneur français. Le maréchalisme s'étiole avec le raffermissement de la Collaboration, sans disparaître cependant : chez les organes nationalistes et catholiques, son soutien affiché

pour l'Église, son anticommunisme et son passé glorieux jouent dans la balance. Les politiques anti-juives de Vichy semblent peu évoquées.

Presque toute la presse – sauf *Le Jour* de Jean-Charles Harvey – est soulagée par les accords de Munich en 1938, non par connivence avec Hitler, mais parce que le spectre d'une guerre générale semble reculer. On n'en pense et dit pas moins que la Tchécoslovaquie a été sacrifiée. Théorêt rappelle que la quasi-totalité des journaux, incluant *Le Soleil*, *La Presse* et *Le Canada* s'érigent contre tout engagement du Canada dans un conflit qu'on estime européen. Après le début de la Seconde Guerre en 1939, personne ne soutient l'Axe et chacun souhaite la victoire des alliés franco-britanniques, même si l'opinion canadienne-française reste divisée sur l'opportunité d'une participation du Canada, s'arc-boute contre la conscription et voit avec suspicion l'alliance avec l'Union soviétique après 1941.

L'étude d'Hugues Théorêt permet un regard complet et documenté sur ces lourdes années. Deux réflexions en guise de post-scriptum? On aurait aimé que l'auteur se penchât sur un journal de la diaspora canadienne-française, en plus du *Droit* qui est à demi québécois. Se pourrait-il que *L'Évangéline* (Moncton), *La Liberté* (Winnipeg), voire *Le Travailleur* (Worcester) se soient positionnés différemment, en raison de leur insertion dans un milieu très anglophone? On aurait souhaité aussi qu'on nous proposât des parallèles avec la presse canadienne-anglaise d'alors. Instinctivement, la parenté intellectuelle et linguistique avec l'Anglosphère des deux continents laisserait croire à une opposition résolue du «ROC» contre les dictatures de droite. Fut-ce le cas? La thèse des deux solitudes se vérifie-t-elle ici encore, ou les choses sont-elles plus complexes, comme le montrerait par exemple la naïveté par laquelle le premier ministre Mackenzie King a longtemps accueilli le soi-disant pacifisme d'Hitler? C'est le propre des bons livres d'histoire que d'inciter leurs lecteurs à se poser des questions. Merci à l'auteur de les faire germer.

XAVIER GÉLINAS
Musée canadien de l'histoire